



Bonjour tout le monde,

C'est bon de vous revoir ici!

Bienvenue à la 100^e assemblée générale annuelle de l'Institut!

Quel anniversaire incroyable à célébrer! Je ne pourrais pas être plus fière de participer à cette célébration extraordinaire.

Je suis très fière aussi de ce que nous avons accompli depuis notre dernière AGA.

Nous terminons une année remplie de grandes victoires.

Nous avons conclu une nouvelle convention collective pour la plupart de nos membres.

Nous avons gagné en travaillant ensemble à la table centrale de négociations.

Nous avons obtenu un congé payé historique pour les survivants et les victimes de violence familiale.

Nous avons réussi à bonifier le congé parental.

Nous avons fait modifier le libellé de nos conventions collectives pour que notre droit de travailler dans un milieu exempt de harcèlement soit reconnu.

Nous avons aussi négocié des augmentations salariales pour nos membres.

Nous avons obtenu une indemnité de 400 \$ par membre pour le retard de mise en œuvre des conventions.

Et ça, c'est seulement ce que nous avons fait à la table de négociations!

Nous avons aussi négocié la création du Centre de coordination des services infirmiers pour les professionnels des soins infirmiers travaillant en régions éloignées. Nos infirmiers et infirmières doivent bénéficier d'un soutien dans ce travail difficile.

Nous luttons de toutes nos forces contre les employeurs rétrogrades comme les gouvernements provinciaux du Manitoba, de l'Ontario et du Nouveau-Brunswick et contre un employeur du secteur privé américain.

Nous avons aussi conclu une entente sur Phénix, qui accorde une semaine supplémentaire de vacances payées à chaque membre payé par ce système défectueux.

Nous avons réussi à obtenir que le gouvernement s'engage à mettre en place une nouvelle procédure de réclamation qui remboursera à nos membres chaque cent de l'impact financier subi à cause de Phénix.



Nous avons convaincu le gouvernement de s'engager à remplacer Phénix par un système de paye qui fonctionne.

Nous avons obtenu 117 millions de dollars pour atteindre cet objectif.

Nous avons proposé la création d'un comité directeur chargé de superviser la mise en place d'un nouveau système de paye et nous coprésidons maintenant ce comité.

Tous ces progrès ont été réalisés en une seule année parce que notre syndicat est professionnel, travailleur, honnête, coopératif et progressiste.

Nous avons réussi parce que nous nous serrons les coudes et nous savons que nous sommes bien mieux ensemble.

Vous - et tellement d'autres membres partout au pays - avez travaillé très fort pour ces gains.

Au nom de tous les membres, je vous remercie infiniment pour votre excellent travail. Félicitations!

Nous méritons amplement une bonne main d'applaudissements pour cette autre année fructueuse!

Et je veux que ce soit clair :

À ceux parmi vous qui en ce moment travaillent fort à la table de négociations, je dis : nous sommes avec vous! Nous sommes tous avec vous. L'expertise, l'expérience et la force de notre vous appuient à chaque étape du processus. Et nous poursuivrons nos efforts jusqu'à ce que chaque groupe ait obtenu une entente équitable pour ses membres.

Vous savez, l'Institut, c'est une communauté. Nous sommes une communauté de professionnels qui agissent collectivement pour améliorer la vie de ses membres. Et nos membres le remarquent quand nous excellons.

Cette année, le sondage auprès des membres rend bien compte des victoires que nous avons remportées comme syndicat.

81 % de nos membres se disent satisfaits du travail de notre syndicat : en fait, le nombre de membres très satisfait a doublé depuis 2016!

Le pourcentage de membres qui approuvent les positions des dirigeants du syndicat est passé de 62 % à 78 % en seulement trois ans. Les membres disent que nos opinions les représentent, et c'est bien.

L'opinion des membres à l'égard de l'Institut est extraordinairement positive, et tous s'entendent pour dire que l'Institut est juste, accessible, protège les intérêts de ses membres, est efficace et aide les gens.

Bien sûr, il y a beaucoup de choses à améliorer, notamment en ce qui concerne la mobilisation de nos nouveaux membres et des membres les plus jeunes. Mais je pense qu'il est important pour nous, comme leaders syndicaux, de prendre le temps de célébrer notre



bilan et d'être fiers de la manière dont les membres nous évaluent dans le sondage de cette année.

Passons rapidement en revue d'autres temps forts de l'année dernière.

C'est super de prendre quelques minutes pour vraiment se rendre compte de tout ce que nous avons accompli ensemble, vous ne trouvez pas?

Cette AGA marque le début d'une année de célébration du 100^e anniversaire de l'Institut. Nous nous appuyons sur des fondations remarquables et nous sommes plus forts que jamais.

Je tiens à remercier quelques équipes qui ont vraiment beaucoup fait pour notre syndicat cette année.

Merci :

- au Conseil d'administration et au Comité exécutif, bien sûr, qui se sont employés consciencieusement à nous représenter et à nous diriger;
- à l'équipe de travail sur la violence familiale, dont le travail a déterminé nos gains de négociation dans cet important dossier;
- notre équipe de négociation centrale, qui a remporté tant de victoires;
- à l'équipe consultative et au comité technique du Programme de soutien et de mieux-être des employés, qui ont négocié l'une des plus importantes améliorations aux avantages sociaux obtenus pour nos membres;
- au Groupe de travail sur Professionnels Canada, qui a étudié pendant des mois la proposition en prévision de notre AGA. J'ai hâte à la présentation de leur rapport plus tard aujourd'hui.

C'est toujours difficile de se limiter à une courte liste de personnes à remercier, mais permettez-moi de prendre encore quelques minutes pour en mentionner quelques-unes qui se sont illustrées cette année. Un gros merci :

- à Greg Scriver pour avoir représenté l'IPFPC sur les questions autochtones et avoir travaillé avec le CTC pour organiser la première Journée de lobbying autochtone;
- à va Henshaw et à Robert Tellier pour avoir fait progresser efficacement le Plan d'action sur la sous-traitance;
- à tous nos délégués et représentants qui font un travail fantastique jour après jour.
- Et, bien sûr, aux quelque 200 membres de notre personnel répartis dans tout le pays, sous la direction de notre administrateur en chef des opérations, Eddie Gillis.

Mais nous ne sommes pas seuls à faire ce travail. Nous avons des alliés partout et je tiens à les remercier chaleureusement :

- Jean-Marc Noel, coprésident du Conseil national mixte et président de l'Association des professeurs des collèges militaires du Canada, pour son engagement et son leadership;



- Ursula Hendel, présidente de l'Association des juristes de justice, qui a fait plus que sa juste part pour la concrétisation du règlement sur Phénix;
- Hassan Yussuff, président du Congrès du travail du Canada, qui prendra la parole plus tard ce matin, pour ses interventions politiques à des moments décisifs. Sa participation a facilité la conclusion de l'entente sur les dommages-intérêts liés à Phénix et nous a aidés à mettre en place le financement du système de paye de la prochaine génération avant le début des élections.

Et j'aimerais aussi remercier notre famille syndicale : l'AMAPCEO, UNIFOR et le CERIP sont ici avec nous aujourd'hui. Merci d'être venus et merci pour l'excellent travail que vous faites au nom de vos membres et de tous les travailleurs. Ensemble, nous faisons partie d'un mouvement syndical puissant.

Mes amis, nous sommes à l'avant-garde du progrès depuis 100 ans, et c'est en nous appuyant sur un siècle de réalisations que nous continuons de progresser. Nos membres s'attendent à nous voir travailler fort, en première ligne, pour leur donner satisfaction. Et c'est exactement ce que nous continuons de faire.

Je tiens à vous dire que j'ai communiqué avec le premier ministre Trudeau après les élections du mois dernier. Je lui ai écrit pour le féliciter de sa réélection et lui dire très clairement que nous sommes prêts à continuer à collaborer avec lui pour obtenir des résultats.

Pendant la campagne électorale, nous avons répété haut et fort que nous avons besoin d'un gouvernement qui protégera les services publics. Et nous avons contribué à faire élire un gouvernement qui, nous l'espérons, s'emploiera à protéger les services publics.

Les Canadiens ont rejeté l'austérité, alors si c'est ce que ce gouvernement essaie de nous imposer, attention!

Le taux de participation électorale a été élevé dans la Région de la capitale nationale, où beaucoup de nos membres résident. Ils ont voté pour un gouvernement qui investira dans les services publics, et c'est exactement ce que nous attendons de ce gouvernement.

Nous aurons une année très occupée dans le dossier Phénix.

Nos efforts porteront surtout sur le système de paye et de ressources humaines de prochaine génération.

Nous avons réclamé pendant des mois que le gouvernement fédéral investisse dans le financement initial d'un système de paye de prochaine génération, et il a récemment acquiescé à nos demandes. Il a engagé 117 M \$ pour la conception et le développement du nouveau système de paye. C'est une importante victoire pour nos membres.

Le gouvernement a réduit le nombre de fournisseurs potentiels à trois pour le nouveau système. Nous attendons des projets pilotes de leur part au cours de la prochaine année.

Le processus de consultation a été productif, et nous continuerons de faire pression pour qu'un nouveau système de paye soit mis en place aussi rapidement que possible.



Nous avons beaucoup de membres encore victimes d'erreurs de paye et c'est inacceptable.

Nous avons signé une entente d'indemnisation avec le Conseil du Trésor qui établit un processus de réclamation pour tous les membres qui ont subi des préjudices à cause de Phénix.

Nous veillerons à ce que vous puissiez récupérer chaque sou qui vous est dû.

Phénix est l'exemple le plus éloquent des conséquences désastreuses de la sous-traitance.

La sous-traitance est un fléau pour la pérennité des services publics, pour les professionnels qui les assurent et pour les citoyens qui ont besoin de ces services.

De par les relations que nous entretenons avec le gouvernement, notre stratégie électorale, notre campagne de griefs, le libellé de nos conventions collectives et ma lettre au premier ministre, nous avons maintes fois répété que nous attendons que la sous-traitance soit réduite à ses niveaux de 2005-2006.

Mais voici la triste réalité : malgré quelques signes encourageants, les dépenses réelles en sous-traitance ont augmenté.

Même si le gouvernement s'est engagé à ramener les dépenses en sous-traitance à leurs niveaux de 2005, ses dépenses en services professionnels et en consultants externes ont augmenté chaque année pendant son mandat précédent.

Ainsi, le coût de la sous-traitance de services professionnels dans le secteur privé est passé de 6,4 milliards de dollars en 2005 à 9,9 milliards en 2017.

Les services professionnels les plus souvent externalisés étaient les services d'ingénierie et d'architecture, les services aux entreprises, les services de santé et de bien-être social et les services informatiques, ou nous avons beaucoup de membres qui subissent les effets négatifs de cette sous-traitance dans leur emploi.

Je pense que nous avons bien conscientisé les Canadiens et leurs députés sur les problèmes que pose la sous-traitance de nos services. Et Phénix nous a plutôt aidés en donnant du poids à nos arguments! Mais nous ne pouvons évidemment pas laisser aux politiciens et aux gestionnaires le soin de trouver un moyen de se libérer de cette dépendance à la sous-traitance.

C'est pourquoi je vous annonce aujourd'hui que nous allons intensifier notre lutte contre la sous-traitance en nous attaquant à certaines de ses causes profondes, dont la dotation dans la fonction publique.

Nous poursuivrons le combat contre la sous-traitance en préconisant de surveiller le temps que prend la dotation des postes, de réviser la nouvelle orientation en matière de dotation, d'élargir les projets pilotes conçus pour accélérer le processus de dotation et de donner de nouvelles opportunités à nos membres.

Chacun de nous a des intérêts en jeu dans cette lutte contre la sous-traitance. C'est une question d'équité. Nous voulons protéger nos services publics contre les compressions et la



privatisation tout en protégeant la carrière de nos membres. C'est pourquoi cette lutte reste prioritaire pour notre syndicat.

Nous vivons à une époque marquée par l'incertitude où la politique, la technologie et la nature changeante du travail peuvent faire peser des menaces sérieuses, sinon existentielles, sur la viabilité de notre syndicat.

C'est sa capacité à se tourner vers l'avenir qui a permis à l'Institut de réussir son premier siècle. Nous devons conserver la même approche à l'aube de notre deuxième siècle.

C'est pourquoi nous menons un projet avec des syndicats affiliés pour étudier l'impact de l'intelligence artificielle sur les professions que nous représentons.

Nous avons commencé par déterminer dans quels domaines l'IA fera son apparition et quel impact elle aura sur nos emplois. Nous sommes en train d'établir notre approche stratégique en matière de relations gouvernementales et de négociation collective pour protéger les emplois de nos membres et assurer leur succès continu dans un monde où la technologie est en constante évolution.

Nous suivons également de très près le débat politique sur les pensions.

Comme vous le savez, le gouvernement libéral a déjà présenté le projet de loi C-27 qui permettrait à l'employeur de réduire la qualité de votre régime de pension. Nous avons travaillé comme syndicat affilié au Congrès du travail du Canada à mettre fin à ce projet de loi et à protéger les pensions.

Les syndicats ont toujours défendu énergiquement les régimes de pension. Nous restons vigilants et nous nous engageons à protéger vos pensions.

Et c'est ce que nos membres veulent. Dans notre sondage auprès des membres, nous avons soumis 12 enjeux liés au milieu de travail. La priorité la plus importante pour les participants était leur pension. Indépendamment de leur âge, de leur sexe, de leur profession, de leur région ou de leur classification, les membres de l'IPFPC accordent la plus haute priorité à la protection de leur régime de pension.

Les pensions sont une forme de salaire différé et vous y avez pleinement droit. Les pensions de la fonction publique vous assurent une certaine sécurité et constituent même la norme dans le secteur privé, ce dont bénéficient de nombreux travailleurs.

Au Nouveau-Brunswick, nous continuons de nous opposer à la conversion injuste et unilatérale du régime de pension de retraite de la fonction publique de cette province en un régime à risques partagés par le gouvernement. Nous continuons à contester cette décision devant les tribunaux, mais nous explorons aussi la possibilité de négocier des prestations supplémentaires afin de corriger certains des pires désavantages du régime actuel.

La protection de vos pensions demeure une priorité. Nous lançons une nouvelle campagne sur les pensions pour informer les participants sur leurs régimes de retraite et sur ce que nous allons faire ensemble pour les protéger.



Nous poursuivons aussi notre travail sur l'équité salariale en 2020.

Nous savons que les emplois traditionnellement féminins sont moins bien payés que les emplois traditionnellement masculins. C'est le nœud de tous les problèmes qui touchent l'équité salariale.

Nous nous attaquons maintenant au problème de l'accès aux postes, de la comparaison entre les postes et de la lutte contre les inégalités salariales fondées sur le sexe.

Nous tâchons de réparer ce tort historique et nous n'aurons de répit que lorsque justice sera rendue.

Comme 14 groupes ont signé de nouvelles conventions collectives avec le Conseil du Trésor, ces nouvelles ententes seront bientôt mises en œuvre.

Nous préparons du matériel et des formations pour que les délégués syndicaux aient toute l'information dont ils ont besoin pour devenir des experts sur nos nouvelles conventions.

Vous aurez les outils qui vous aideront à dialoguer avec les autres membres et à vous assurer que tous comprennent bien les gains que nous avons obtenus et peuvent compter recevoir ce à quoi ils ont droit.

Nous savions par expérience que votre employeur ne pourrait pas respecter la date limite de versement de la paye rétroactive. Nous avons donc négocié une indemnité de 400 \$ pour vous dès le départ. Une indemnité supplémentaire est prévue si d'autres retards se produisent.

Pendant ce temps, certains groupes s'efforcent encore d'obtenir une entente équitable ou d'amener l'employeur à la table.

Notre groupe ACIA, NAV CANADA, le groupe RT en Ontario, le groupe MAGE au Manitoba, le groupe RHY au Yukon et la plupart des groupes du Nouveau-Brunswick n'ont pas fini de négocier. Nous sommes avec vous!

Notre groupe CS continue de batailler pour conclure sa nouvelle convention collective. Nous avons une équipe solide qui a établi un excellent plan en collaboration avec notre comité de grève.

J'aimerais maintenant dire à notre groupe CS au nom de tous les membres de l'Institut : Nous sommes avec vous! Nous vous appuyons à toutes les étapes du processus. Et nous, ça veut dire 60 000 personnes! Nous sommes bien mieux ensemble! Et nous ne nous reposerons pas avant que vous ayez conclu une entente.

Au début de 2020, le Programme de soutien et de mieux-être des employés sera au centre de nos préoccupations. Nous avons la capacité de procurer un généreux programme de mieux-être à nos membres.

Je veux que nos membres aient accès à un régime de congés de maladie adapté à la réalité de leur vie.



Avant d'être votre présidente, j'avais une collègue dans la fonction publique qui a eu un cancer. Évidemment, ça a été une expérience très difficile pour elle.

Elle n'avait que neuf semaines de congé de maladie d'accumulées et ce n'était pas suffisant pour lui laisser le temps de se remettre de la chirurgie nécessaire à l'élimination de sa tumeur. Il ne lui restait plus de congés de maladie non plus pour la radiothérapie qui a suivi.

Elle a dû emprunter le nombre maximum de congés de maladie disponibles et s'est ensuite retrouvée sans salaire pendant qu'elle tentait de se rétablir du cancer.

Imaginez ce qui serait arrivé si le cancer était revenu. Je ne sais pas ce qu'elle aurait fait.

Finalement, elle a été forcée de prendre une retraite anticipée pour essayer de se rétablir complètement.

Imaginez!

Je ne veux pas que ça nous arrive. Je ne veux pas que ça vous arrive. Ce n'est pas acceptable. Et je ne l'accepterai pas.

Je veux que vous ayez les congés de maladie dont vous avez besoin quand vous en avez besoin. C'est ce que je veux pour chacun de vous. Et franchement, c'est aussi ce que je veux pour tous les travailleurs.

Alors, en décembre 2016, nous avons commencé à négocier avec le Conseil du Trésor. Dans les prochains mois, vous serez nombreux à voter pour ratifier le nouveau Programme de soutien et de mieux-être des employés (PSME) que nous avons négocié.

C'est une bonne entente pour nous.

C'est notre régime, celui que nous avons proposé. Nous l'avons négocié et nous avons conclu une entente de principe à son sujet. Le PSME sera géré et mis en œuvre par la fonction publique. Nous ne tolérerons pas de sous-traitance de mauvaise qualité.

Ce nouveau Programme garantira que les membres pourront prendre des congés pleinement rémunérés quand ils en auront besoin.

Les membres touchés par plus d'une maladie ou blessure grave au cours de leur carrière seront couverts par ce régime. Les membres qui souffrent d'une maladie chronique ou épisodique seront également couverts. Tous les membres seront couverts par ce régime.

Lorsque l'entente sera ratifiée, tout le monde assujéti au PSME aura immédiatement droit à 26 semaines de congé payé à 100 % du taux salarial.

Je suis sûre qu'il y en a parmi vous qui s'inquiètent en ce moment. Je veux que vous ayez la certitude que nous vous voyons et que nous nous occuperons de vous.

Chers délégués,

Notre syndicat est capable de défendre ses membres. C'est la force d'un grand syndicat.



Nous sommes des membres de toutes les régions du pays et d'une multitude d'employeurs et personne ne peut nous arrêter quand nous sommes unis.

Nous nous sommes serrés les coudes à la table de négociation pour passer à travers fiasco Phénix, faire échec aux attaques de la droite contre le secteur public et nous protéger mutuellement tous les jours au travail.

Cette année, je consacrerai mes efforts à mettre fin à la sous-traitance et à régler les problèmes de dotation dans la fonction publique. Je suis fière de notre nouvelle campagne sur les pensions.

Et comme à l'Institut nous continuons à travailler comme une grande famille, nous relèverons les défis de la prochaine année.

Nous ne ménagerons aucun effort pour récupérer la totalité des sommes dues par Phénix, ratifier le nouveau Programme de soutien et de mieux-être des employés et redoubler de zèle pour faire échec à la sous-traitance et protéger nos pensions.

Nous sommes l'Institut professionnel de la fonction publique du Canada. Nous sommes forts de 100 ans de progressisme. Et nous entrons dans ce nouveau siècle plus fort que jamais.

Maintenant, au travail!